



PRÉFET DE L' AISNE

*DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES*

Service Environnement

Unité de gestion des installations classées

Pour la protection de l'environnement, déchets

***Arrêté préfectoral portant création de
l'association syndicale autorisée de
BAULNE-EN-BRIE, portant nomination de son
administrateur provisoire et fixant ses statuts***

Arrêté n° IC/2018/148

**LE PRÉFET DE L' AISNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment ses articles 11 à 17 ;

VU le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;

VU le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;

VU le décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004 susvisée et notamment ses articles 7 à 16 ;

VU la demande de création de l'association syndicale autorisée (ASA) de BAULNE-EN-BRIE pour l'aménagement de l'hydraulique et de la voirie des coteaux viticoles sur le territoire des communes de VALLÉES-EN-CHAMPAGNE (commune déléguée de BAULNE-EN-BRIE) et de LE BREUIL (51), comprenant notamment le projet de statuts, le plan parcellaire et l'état des propriétaires concernés en date du 20 juin 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 5 février 2018 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative la constitution de l'ASA de BAULNE-EN-BRIE sur le territoire des communes de VALLÉES-EN-CHAMPAGNE et LE BREUIL et convoquant les personnes intéressées en assemblée générale ;

VU le registre d'enquête, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur en date du 22 avril 2018 ;

VU les avis émis par les conseils municipaux ;

VU le procès-verbal de l'assemblée générale des intéressés qui s'est tenue le 15 mai 2018 ;

CONSIDÉRANT que les COTEAUX situés sur les communes de VALLÉE-EN-CHAMPAGNE et de LE BREUIL subissent régulièrement de violents orages, qui génèrent d'importants ruissellements ;

CONSIDÉRANT que la boue charriée par ces ruissellements a déjà provoqué notamment l'arrachement d'enrobés et le descellement de caniveaux ;

CONSIDÉRANT que les travaux envisagés par l'ASA de BAULNE-EN-BRIE visent à prévenir ces effets néfastes ;

CONSIDÉRANT que l'objet de l'ASA de BAULNE-EN-BRIE répond donc à l'intérêt général ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte du procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale des intéressés que sur les 160 comptes propriétaires intéressés compris dans le périmètre de l'association projetée et qui représentent une surface de 108 hectares, 89 ares et 58 centiares, l'adhésion a été donnée par 124 intéressés représentant une surface de 94 hectares, 93 ares et 56 centiares, soit 77,5% des comptes et 87,18 % du périmètre ;

CONSIDÉRANT que les deux conditions de majorité exigée par l'article 14 de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 susvisée sont donc remplies ;

SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : CRÉATION ET PÉRIMÈTRE DE L'ASSOCIATION

La création de l'Association syndicale Autorisée, dite de BAULNE-EN-BRIE, est autorisée, conformément aux statuts figurant en annexe du présent arrêté.

Le périmètre de l'association, dont l'état parcellaire est annexé aux statuts, se situe sur le territoire des communes de VALLÉES-EN-CHAMPAGNE (commune déléguée de BAULNE-EN-BRIE) et de LE BREUIL.

L'association réunit les propriétaires des parcelles cadastrales bâties et non bâties incluses dans ce périmètre.

ARTICLE 2 : SIÈGE DE L'ASSOCIATION

Le siège de l'association est fixé au bureau de l'ASA de BAULNE-EN-BRIE, situé à la mairie déléguée de Saint-Agnan, 02330 VALLÉES-EN-CHAMPAGNE.

ARTICLE 3 : OBJET DE L'ASSOCIATION

L'association a pour but l'exécution et l'entretien :

- de travaux d'aménagement des chemins d'exploitation,
- de travaux ayant pour objectif de limiter l'impact des ruissellements à l'aval et d'améliorer les conditions de travail dans les vignes (drainage, collecte, aménagement hydraulique),
- de certains travaux d'intérêt collectif entraînant une amélioration agricole et qui pourraient être jugés utiles par l'association syndicale autorisée.

ARTICLE 4 : ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

Monsieur Alain FAYE, propriétaire de parcelles sur le périmètre concerné, en est nommé administrateur provisoire. Il est chargé de convoquer la première assemblée des propriétaires de l'ASA de BAULNE-EN-BRIE et de présider cette assemblée. Cette première assemblée aura notamment pour objet l'élection des membres du syndicat et se tiendra dans un délai de deux mois à compter de la diffusion du présent arrêté.

ARTICLE 5 : PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Il sera en outre affiché, accompagné des statuts de l'association, dans les communes de VALLÉES-EN-CHAMPAGNE et de BREUIL, tant à la porte principale des mairies qu'à tout autre endroit apparent et fréquenté du public désigné par arrêté municipal dans un délai de 15 jours à compter de sa date de parution.

ARTICLE 6 : NOTIFICATION AUX PROPRIÉTAIRES

Le présent arrêté sera adressé par l'association à tous les propriétaires et indivisaires dont les terrains sont inclus dans le périmètre de l'ASA de BAULNE-EN-BRIE et qui figurent dans l'état parcellaire annexé au statut de l'association.

À défaut d'information sur le propriétaire, la notification sera faite à son locataire, et, à défaut de locataire, déposée en mairie. En cas d'indivision, la notification est valablement faite à celui ou ceux des co-indivisaires mentionnés sur la documentation cadastrale, sauf à ces derniers à faire savoir qu'ils mandatent tel autre d'entre eux pour les représenter.

ARTICLE 7 : DÉLAISSEMENT

Le propriétaire qui s'est prononcé expressément contre le projet de création de l'association syndicale autorisée de BAULNE-EN-BRIE peut, dans le délai de trois mois à compter de la notification de l'acte autorisant cette création, déclarer qu'il entend délaisser un ou plusieurs des immeubles lui appartenant et inclus dans le périmètre de l'association.

Ce délaissement ouvre droit, à la charge de l'association, à une indemnisation. À défaut d'accord entre le propriétaire et l'association, l'indemnité est fixée selon les règles de procédure du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette déclaration de délaissement est adressée au préfet du département (Direction départementale des territoires, service environnement, 50 Boulevard de Lyon, 02011 LAON Cedex) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Une collectivité territoriale, un établissement public de coopération intercommunale ou un syndicat mixte peut, s'il y est autorisé par délibération de son organe délibérant, déclarer qu'il entend délaisser un immeuble de son domaine privé. La déclaration de délaissement d'un bien du domaine privé de l'État est faite par le préfet.

L'acte de délaissement est dressé par le préfet. La désignation de l'immeuble et l'identité du propriétaire sont précisées comme en matière d'expropriation. Un extrait de cet acte est affiché dans la commune où est situé l'immeuble et, en outre, inséré dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement ou, s'il n'en existe aucun, dans un des journaux du département.

Immédiatement après l'accomplissement de ces formalités, l'acte de délaissement est publié au bureau de la conservation des hypothèques dans les conditions prévues à l'article 13 du décret n°2006-504 susvisé. Il est procédé à la purge des privilèges et des hypothèques comme en matière d'expropriation.

ARTICLE 8 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens (14, Rue Lemerchier, 80000 Amiens) dans un délai de 2 mois à compter de son affichage en mairie ou de sa notification.

ARTICLE 9 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, les maires de VALLÉES-EN-CHAMPAGNE et de LE BREUIL et M. Alain FAYE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A LAON,

- 6 NOV. 2018

Ni
Le Préfet de l'Aisne.
Nicolas BASSELIER

Périmètre de l'Association syndicale autorisée de BAULNE-EN-BRIE

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° *AP/1c/2018/148*, en date du **6 NOV. 2018**

2 cartes délimitant le périmètre de l'ASA de BAULNE-EN-BRIE

Matrice cadastrale des parcelles incluses dans le périmètre de l'ASA de BAULNE-EN-BRIE

Statuts de l'association syndicale autorisée

À Laon, le **6 NOV. 2018**
Le préfet,



Nicolas BASSELIER